

MARCHE PUBLIC DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT – Ministère de la Transition Écologique – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne – Franche-Comté

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté représentant du pouvoir adjudicateur par arrêté de délégation en vigueur à la date de signature du marché

Objet de la consultation

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé relative à l'opération
RN 19 – mise à 2 × 2 voies Héricourt – Sévenans
Réf PLACE : drealBFC-20-RN19-HCTSEV-SPS

Remise des offres

Date et heure limites de réception : lundi 15 février 2021 à 11 h 30 (heure locale de l'adresse du RPA)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l’attributaire.....	4
2-4. Variantes.....	4
2-5. Durée du marché et délais d’exécution.....	4
2-6. Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
2-7. Délai de validité des offres.....	4
2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la “Défense”.....	5
2-9. Cadre de la négociation.....	5
2-10. Propriété intellectuelle.....	5
2-11. Clauses sociales et environnementales.....	5
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	6
3-1. Documents fournis aux candidats.....	6
3-2. Composition de l’offre à remettre par les candidats.....	6
3-3. Documents à fournir par le candidats susceptible d’être retenu.....	9
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....	11
4-1. Sélection des candidatures.....	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DE L’OFFRE.....	14
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	14
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	15
5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde.....	15
5-2-2 Modalités d’ouverture de la copie de sauvegarde.....	15
5-3. Signature électronique.....	16
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	17

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné “Maître de l’ouvrage”.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l’abréviation CCP

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, la présente consultation porte sur la réalisation d’une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l’opération d’infrastructure de catégorie 1 au sens de l’article R.4532-1 du Code du Travail, en phases de conception et de réalisation.

Les prestations sont réparties en 2 phases, la première couvrant la conception et la seconde la réalisation. Elles concernent :

- La réalisation des obligations réglementaires liées à la préparation et à la réalisation du chantier ;
- l’assistance au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre pour la prise en compte de la sécurité dans l’opération.

Les résultats de ces prestations consistent en :

- des avis du coordinateur sur les documents qui lui sont soumis par le maître d’ouvrage ;
- les documents exigés par la réglementation relative à la mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs ;
- les comptes-rendus de visite ou de réunion effectuées dans le cadre de la mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs ;

Ces résultats seront utilisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que décrit ci-après :

- prendre ou faire prendre les mesures de sécurité nécessaire au déroulement de l’opération ;
- faire appliquer le cas échéant les pénalités relatives au non-respect des règles de sécurité.

Le projet consiste à la mise à 2 × 2 voies de la RN19 entre Héricourt et Sévenans.

Le ou les lieux d’exécution des prestations sont les suivants : les communes de Brevilliers (70), Banvillars (90), Dorans (90), Botans (90), et Argiésans (90)

Les droits patrimoniaux (de représentation et de reproduction) attachés à la propriété intellectuelle feront l’objet d’une cession à titre exclusif (option B) selon les modalités précisées dans le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints.

Le choix de la forme du groupement est justifié par la nature des prestations et les enjeux de responsabilité pénale.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-6. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 7 mois, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la “Défense”

Sans objet.

2-9. Cadre de la négociation

Seules les exigences techniques précisées dans l'article 9 du CCATP ne sont pas négociables.

2-10. Propriété intellectuelle

L'option B du CCAG PI (Cahier des clauses administratives générales) est retenue dans les conditions définies à l'article 3 du CCATP.

2-11. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Sans objet.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Dans le cadre du développement durable, le retrait du dossier de consultation se fait exclusivement par téléchargement sur le profil d'acheteur :

PLACE : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
sous la référence : « drealBFC-20-RN19-HCTSEV-SPS »

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'Acte de d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (CCATP) ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)
- Les plans de l'opération.

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

– Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat.

Situation juridique – références requises :

- Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (partie IV A 1) ;

- Si le candidat n'utilise pas le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires – Marchés publics);

- La forme juridique du candidat :
 - En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire :
 - Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
 - l'inscription sur le registre professionnel ;
 - Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du CCP seront exclus ;
 - Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP pourront être exclus.

– Capacités économiques et financières – références requises :

- Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

 - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a) ;
- Si le candidat n'utilise pas le DUME ;
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices ;
 - Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;
 - Des bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

– Capacité économique et financière – niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

- chiffre d'affaires annuel moyen supérieur à 100 000,00 €.

– Référence professionnelle et capacité technique – références requises :

- Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

 - les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité) ;
 - la présentation d'un dossier de références pertinentes, indiquant la nature de l'opération, l'identité du maître d'ouvrage, la mission de maîtrise d'œuvre et le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et la date de sa réalisation. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur (partie IV C 1b).

- Si le candidat n'utilise pas le DUME :
 - Capacités professionnelles :
 - l'indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation de service envisagée ;
 - les certificats de qualifications professionnelles de niveau 1 en matière de coordination de Sécurité et Protection de la Santé ;
 - Expérience : la présentation d'un dossier de références (limitées aux trois dernières années) pertinentes (prestations similaires à l'objet du marché), indiquant la nature de l'opération, le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et la date de sa réalisation. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.
 - Capacités techniques :
 - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
 - une description du matériel, de l'équipement technique, et des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
 - L'expérience du candidat dans le domaine de mission de coordination dans le cadre des travaux d'infrastructure linéaire. Le candidat pourra s'appuyer sur une liste de missions similaire réalisées par ses soins, les CV des intervenants pressentis pour assurer la mission de coordination ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

dans un autre sous dossier :

– Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) cadre ci-joint à compléter.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils souhaitent proposer une cession gratuite, ils doivent indiquer obligatoirement 0 ou gratuit dans le tableau de l'article 3 de l'acte d'engagement.

– Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Une note méthodologique décrivant la méthode de travail envisagée par le candidat, pour chaque tâche décrite dans le CCATP, spécifique à la mission et décrivant, à minima, les éléments suivants :
 - la composition de l'équipe, répartition des tâches et cv des différents intervenants ;
 - actions principales et les dispositions spécifiques prise pour assurer la qualité de la prestation de coordination en matière de sécurité et santé des travailleurs;
 - méthodes adoptées pour l'exécution de la mission en phases Conception et Réalisation
 - indication des moyens techniques et informatiques envisagés à la bonne exécution des prestations;
 - la description des modalités de son intervention sur le chantier;
- un recueil de modèle de document comprenant :
 - un cadre de Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS);
 - un cadre de Registre Journal de la Coordination et ses modalités de gestion.
 - Un cadre de DIUO.
 - Un Cadre de compte-rendu de visite de Chantier.

3-3. Documents à fournir par le candidats susceptible d'être retenu.

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP ;
 - Les certificats fiscaux et sociaux ;
 - Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
 - Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus ;
- Si l'attributaire est établi dans un état autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les états où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays ;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

Les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.5 du CCATP seront remises par l'attributaire avant la notification du marché.

Pour l'application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers, définie à l'article 1-6.3 du CCATP, sera remise par l'attributaire avant la notification du marché.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables et irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RPA examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

À la suite de cet examen le RPA pourra engager les négociations. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Si le RPA décide de négocier, les offres inacceptables et les offres irrégulières pourront être régularisées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Si le RPA décide de ne pas négocier, les offres inacceptables seront éliminées et les offres irrégulières pourront être régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations	50,00 %
La valeur technique au regard de : <ul style="list-style-type: none">• mémoire technique remis par le candidat et décomposition globale et forfaitaire (sur 70 points) ;• CV des personnes dédiées à l'exécution de la mission (20 points) ;• qualité des documents type remis par le candidat art. 3.2 du présent RC (10 points) ;	50,00 %

• Attribution de la note « prix » de l'offre financière (N_p)

Le montant de l'offre sera noté sur 100 suivant formule suivante :

$$N_{pi} = 100 \cdot \left(\frac{P_0}{P} \right) \text{ où :}$$

- N_{pi} = note de l'offre à calculer ;
- P_0 = montant de l'offre moins-disante ;
- P = montant de l'offre considérée.
- La Note N_{pi} sera arrondie au dixième supérieur

• Attribution de la note « Valeur technique » (N_T)

Le critère “Valeur technique des prestations” sera déterminé sur la base d'une note maximale de 100 conformément aux sous-critères décrits ci-dessous. Elle sera jugée en fonction de la qualité des indications données dans l'offre.

Les sous-critères et leur pondération sont définis ci-après :

Sous-critère	coefficient
SC1 :Mémoire technique : Pertinence des propositions faites en réponse aux objectifs de la mission et ses contraintes La qualité de ce document sera jugé au regard de sa lisibilité, de la démarche envisagée par l'entreprise et des moyens que le candidat envisage de mettre en œuvre pour réaliser la mission	8
SC 1-1 : Note relative aux méthodes que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la mission en phases Conception et Réalisation	2
SC 1-2 :Moyens humains et matériels du candidat mis à disposition pour assurer l'exécution de la mission	0,5
SC 1-3 :Modalités d'intervention sur chantier	0,5
SC 1-4 :Propositions de temps d'intervention pour réaliser la mission en phases Conception et Réalisation (Décomposition du prix global et forfaitaire)	5
SC2 : Mémoire Expérience du candidat	1
SC 2-2 :CV des personnes dédiées à l'exécution de la mission	1
SC3 Qualité des documents type remis par le candidat :	1
SC 3-1 :Cadre du PGCSPS	0,3
SC 3-2 :Un cadre de DIUO.	0,2
SC 3-3 :Un Cadre de compte rendu de visite de Chantier.	0,3
SC 3-4 :Cadre du Registre Journal de la Coordination et ses modalités de gestion	0,2
Total valeur technique	10

La note de zéro (0) à l'un des critères ou sous-critères est non éliminatoire.

Une note de 0 à 10 sera attribuée pour chaque sous-critère au regard de l'échelle de notation suivante :

0 = néant / absence

5 = satisfaisant

1= insatisfaisant

8 = très satisfaisant

3 = passable

10 = excellent

La note « Valeur technique » sera calculée de la manière suivante :

$$N_T = 100 \cdot \left(\frac{T}{T_0} \right) \quad \text{où :}$$

- N_T = note attribuée à la valeur technique
- T = note technique de l'offre considérée
- T_0 = note technique de l'offre la meilleure
- La Note N_T sera arrondi au dixième supérieur

- Attribution de la note « finale » (N_F) :

$$N_F = 0,50 \times N_T + 0,50 \times N_P$$

dans laquelle :

- N_F = note finale ;
- N_T = note technique ;
- N_P = note prix.
- le nombre de points obtenus sera arrondi au dixième supérieur

Les offres des candidats présentant des notes finales dont l'écart est inférieur ou égal à 1 point seront considérées comme à égalité.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, l'ordre de classement sera alors déterminé par le critère technique : le rang de classement le plus élevé sera obtenu par le candidat ayant obtenu la note sur la valeur technique la plus élevée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence

drealBFC-20-RN19-HCTSEV-SPS.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 12 avril 2018. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R. 2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL Bourgogne Franche-Comté – STM / DFAP
17 E rue Alain Savary – CS 31 269
25 005 BESANÇON cedex

Copie de sauvegarde pour :

RN19 – mise à 2 × 2 voies Héricourt – Sévenans.

Mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs

référence PLACE : drealBFC-20-RN19-HCTSEV-SPS

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*)) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. Elle devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal.

Elle pourra être remise en main propre contre récépissé à la même adresse.

Les dépôts contre récépissé ne pourront se faire que durant les créneaux horaires suivants : 9h00/12h00 et 14h00/16h00 du lundi au vendredi. Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquée dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

5-3. Signature électronique

Tout document devant être signé durant la phase de passation du marché doit l'être de manière dématérialisée.

La signature électronique doit répondre aux exigences définies dans l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les acheteurs et les opérateurs économiques utilisent une signature électronique conforme aux exigences du règlement susvisé, relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Le certificat de signature électronique qualifié entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé ;

2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est exigée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur.

RAPPEL GÉNÉRAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.